

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert Thomas  
02100 Saint Quentin

Saint Quentin, le 21/08/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### CLOE

Chemin de la Marnière  
02690 Essigny-Le-Grand

Références : CLOE24\_RAPVI\_332  
Code AIOT : 0005104412

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement CLOE implanté Chemin de la Marnière 02690 Essigny-le-Grand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection SEVESO SGS 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLOE
- Chemin de la Marnière 02690 Essigny-le-Grand
- Code AIOT : 0005104412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Située à Essigny le Grand, la société CLOE est spécialisée dans le stockage de produits cosmétiques. Ces stockages sont constitués de produits conditionnés sous forme de :

- générateurs d'aérosol, de déodorants (corporels secs et alcools),
- produits capillaires (laques, sprays coiffants, mousses coiffantes),
- produits cosmétiques divers (capillaires, maquillage, solaires, ...)

La société CLOE relève du régime Seveso seuil haut pour la rubrique 4320 (aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1). Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2014 pour exploiter une centrale de stockage de générateurs d'aérosols à Essigny le Grand.

Le préfet de l'Aisne a donné acte à cette société de sa déclaration de renonciation aux activités liées à la rubrique n°4331-1 de la nomenclature (stockage de liquides inflammables) par lettre du 12 août 2019.

L'entrepôt a un volume de 120 400 m<sup>3</sup> pour une quantité maximale de produits combustibles de 5961 tonnes. Il est composé de 4 cellules (3 cellules de stockage et une cellule de réception/expédition).

La société HOUTCH a repris l'exploitation du site.

#### Thèmes de l'inspection :

- SGS
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a adressé une copie du rapport d'activité journalier des agents de sécurité présenté le jour de l'inspection en date du 8 juillet. Les constats mentionnés dans ce document (capteur d'hydrogène décroché du plafond, aiguille manomètre système d'extinction de la hotte quasiment dans le rouge, manche à air côté sud déchirée, caméra portail pompier HS (ce point a été confirmé le jour de l'inspection au poste de garde malgré une intervention de l'entreprise), sonde remplissage cuve B1 HS ...) doivent faire l'objet d'un suivi pour s'assurer d'être traités en priorisant le niveau d'urgence.

il est attendu de l'exploitant qu'il précise comment il gère les signalements journaliers des agents de sécurité et s'assure de leur traitement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en place et mise en œuvre du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
2	Conception et	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	gestion des modifications	article ANNEXE I.4	
3	Conception et gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.4	Sans objet
4	Conception et gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.4	Sans objet
5	Conception et gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.4	Sans objet
7	POI	Code de l'environnement du 12/06/2014, article R181-54	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'item conception et gestion des modifications du système de gestion de la sécurité repose sur un outil adaptatif de l'exploitant qui permet de prendre en compte les changements de procédés ou d'installations. La reprise récente du site par le groupe nécessite des ajustements documentaire du POI et une description plus précise des scénarios d'accident qui y sont mentionnées. Enfin, l'exploitant doit attester que le sprinklage en place est bien adapté aux produits stockés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise en place et mise en œuvre du SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  En préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le document QHSE-MA-C02 révisé le 13 juin 2024 qui décrit la procédure SGS. L'ensemble des items (1 organisation formation, 2 identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs, 3 maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation, 4 conception et gestion des modifications, 5 gestion des situations d'urgence, 6 surveillance des performances, 7 audits et

revues de direction) sont mentionnés et explicités dans ce document.

La conception et gestion des modifications sont régies par la procédure gestion du changement (QHSE PR 006 29/02/2024) qui s'appuie sur une application interne au groupe (Qualishare).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Conception et gestion des modifications

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, modifications d'installations

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :  
des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations

**Constats :**

Le site appartient à une filiale de la société HOUTCH depuis le 30 mars 2024. L'exploitant a conservé les prestataires historiques du site qui assurent la sécurité et les pratiques de surveillance existantes.

Les installations sont composées de palettiers protégé par des sprinklers dans trois cellules dont une cellule est dédiée au picking. Le niveau 0 de cette cellule permet à des préparateurs de prendre des cartons pour préparer une palette en mode vocal. La palette est filmée dans la cellule expédition avant d'être regroupé par volume d'expédition. Cette cellule est équipée d'un système d'extinction par pulvérisation de mousse pour l'ensemble de la cellule. Ce système est également installé pour chacun des sas d'expéditions accédant au quai. Une des cellules de stockage est entièrement automatisée (manutention par des chariots automatisés). Les caristes amènent ou reprennent les palettes uniquement dans la première allée.

Depuis la reprise du site les installations n'ont pas été modifiées. Aucun projet de modification des installations est envisagé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Conception et gestion des modifications

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, modifications des procédés

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :  
Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux procédés

**Constats :**

Le site appartient à une filiale de la société HOUTCH depuis le 30 mars 2024. L'exploitant a conservé les prestataires historiques du site qui assurent la sécurité et les pratiques de surveillance existantes.

L'exploitant a repris à son compte les procédures existantes du site. Les documents existants sont au fur et à mesure associés à des références documentaires du groupe.

L'organisation actuelle pour les prélèvements dans l'environnement en cas d'incendie va être revue en 2025 (changement de prestataire). L'exploitant communiquera à l'inspection les évolutions sur ce point. Il s'appuiera sur sa procédure de gestion du changement pour ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Conception et gestion des modifications

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, conception de nouvelles installations

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :  
des procédures sont mises en œuvre pour la conception de nouvelles installations

**Constats :**

Le site n'est pas concerné par la mise en place de nouvelle installation (voir point de contrôle n°2 pour la description des installations existantes).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Conception et gestion des modifications

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, conception de nouveaux procédés

**Prescription contrôlée :**

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :  
des procédures sont mises en œuvre pour la conception de nouveaux procédés

**Constats :**

Le site n'est pas concerné par la mise en place de nouveau procédé (voir point de contrôle n°3 pour la modification des procédés).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
<b>Constats :</b>  L'exploitant a actualisé son POI le 1er avril 2024. Le directeur des opérations internes est le responsable de la mise en œuvre du P.O.I. Il s'agit du directeur d'exploitation ou l'un des suppléants (QHSE, chefs d'équipes et astreinte).  Il n'existe pas de PPI.  Les mesures organisationnelles sont les mêmes pour chacun des scénarios incendies (évacuation vers le point de rassemblement, barrage de l'entrée principale, vérifier l'extinction automatique, isoler le réseau d'eau, limiter les écoulements des eaux résiduaires ...).  Le schéma d'alerte est différent en période ouvrée (5h-21h) et en période non ouvrée 21h-5h. Le QHSE puis directeur d'exploitation puis chefs d'équipe puis assistantes logistiques sont chargés des levées de doute en cas de détection automatique d'incendie en période ouvrée. L'agent au poste de garde en période non ouvrée prévient l'astreinte en cas de levée de doute en cas de détection automatique d'incendie en période non ouvrée.  Les zones d'effet sont représentées sur des cartes, cependant aucune donnée sur la durée des incendies n'est mentionnée. La représentation graphique du scénario 2 semble indiquer que le flux thermique entre 8 et 12 KW/m <sup>2</sup> atteint la cuve de sprinklage. Les détections flammes ne sont pas mentionnées dans le P.O.I.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les représentations des zones d'effet doivent être actualisées afin de faire figurer les distances des différents flux thermique et confirmer l'absence d'effet domino. Les durées d'incendie pourraient utilement être mentionnées pour que le document soit autoportant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : POI

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/06/2014, article R181-54

**Thème(s) :** Risques accidentels, POI

**Prescription contrôlée :**

Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

**Constats :**

Le POI a été testé.

Dans le compte rendu d'exercice POI du 30 mai la feuille situation exacte n'est pas évoquée. Sur ce point l'exploitant a indiqué qu'il allait revoir la rédaction de son POI

**Type de suites proposées :** Sans suite